IR.

L. 8184/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 13 novembre 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant la position administrative de certains agents des administrations de l'Etat, qui accomplissent des prestations militaires en temps de paix", a donné le 4 décembre 1962 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 13e november 1962 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de administratieve toestand van sommige personeelsleden der Rijksbesturen die in vredestijd militaire prestaties verrichten", heeft de 4e december 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet fixe la position administrative de certains agents des administrations de l'Etat, qui accomplissent des prestations militaires en temps de paix.

+

La base légale du projet repose dans l'article 66, alinéa 2, de la Constitution. Il ne paraît nullement nécessaire de viser dans le préambule des dispositions réglementaires auxquelles le projet n'apporte aucune modification (arrêté royal du 9 juillet 1923, arrêté royal du 2 octobre 1937, arrêté du Régent du 30 avril 1947, arrêté du Régent du 10 avril 1948 et arrêté royal du 16 février 1961). Il n'y a pas lieu non plus de viser dans le préambule l'arrêté royal du 18 mars 1953 que le projet abroge.

+ +

Article 1er.

Le projet énumère en son article 1er, les catégories d'agents des administrations de l'Etat auxquels il s'applique.

On aperçoit difficilement la nécessité d'une telle disposition alors que le projet ne comprend que neuf articles dont quatre n'ont pas trait directement aux agents visés à l'article 1er.

.../...

Il serait plus clair d'indiquer dans le texte même des articles 2 et 4, les catégories d'agents auxquels chacune de ces dispositions est applicable.

C'est la solution qui est adoptée dans le projet de texte proposé.

\+

\+ \+

Article 2.

L'article 2 du projet dispose :

"§ 1er. L'agent de l'Etat est de plein droit en non-activité sans traitement pendant les mois entiers du calendrier où, à un titre quelconque, il accomplit, dans les forces armées, son terme de service actif, des prestations volontaires ou des prestations imposées par mesure disciplinaire.

Dans cette position, il conserve ses droits à l'avancement.

§ 2. S'il accomplit des prestations militaires pour toutes causes autres que celles qui sont visées au § 1er, il est considéré comme étant en activité de service".

Cette disposition appelle plusieurs observations.

.../...

Cet article qui, suivant les intentions du Gouvernement, ne s'applique qu'aux agents de l'Etat soumis au statut du 2 octobre 1937, place, dans certains cas, les agents en "non-activité sans traitement".

Cette position n'est pas prévue par l'arrêté royal du 2 octobre 1937; dans son titre XIII, celui-ci fixe deux modes d'interruption des fonctions : la suspension de service et la mise en disponibilité.

1° La suspension de service est prévue par l'article 101, dont le texte primitif disposait :

"Sont considérées comme suspension de service avec conservation du droit à l'avancement :

1° les périodes légales d'appel ou de rappel sous les armes;

2° les absences dues à la maladie ou à l'invalidité, à condition que ces absences n'excèdent pas ... ;

3° les périodes de missions syndicales dûment autorisées;

4° la suspension préventive non convertie en peine disciplinaire".

Cet article 101 subsiste toujours, à l'exception du 1° qui a été abrogé par l'arrêté royal du 18 mars 1953, que le projet remplace.

2° La mise en disponibilité est prévue par l'article 103, qui dispose notamment :

.../...

"Les agents de l'Etat peuvent être, sans préavis, mis en disponibilité, aux conditions fixées par Nous :

1° ...

2° ...

3° ...

4° ...

5° pour remplir les obligations résultant d'un engagement militaire;

6° ... ".

L'article 1er de l'arrêté royal du 30 mars 1939, relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat, reprend exactement le texte de cet article 103 du statut.

Toutefois, l'arrêté royal du 18 mars 1953, que le projet remplace, a abrogé l'article 27 de cet arrêté royal du 30 mars 1939 qui réglait la situation administrative de l'agent mis en disponibilité pour remplir les obligations résultant d'un engagement militaire; par contre, cet arrêté royal du 18 mars 1953 a maintenu en vigueur l'article 10 de cet arrêté du 30 mars 1939, article suivant lequel cet agent, lorsqu'il a terminé sa période de disponibilité, a droit, en attendant un emploi, à l'entièreté du traitement dont il aurait joui s'il était resté en activité.

.../...

Si la position de non-activité n'a pas été prévue par le statut des agents de l'Etat de 1937, on doit cependant remarquer que cette position a été instituée, dans certains cas spéciaux, notamment par l'arrêté royal du 6 mars 1951 relatif aux peines disciplinaires et aux démissions d'office prononcées à charg des agents de l'Etat en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie, et par l'arrêté royal du 18 mars 1953, que le projet remplace.

La position de non-activité est également prévue dans certains arrêtés récents fixant les statuts d'agents qui ne sont pas soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937, notamment l'arrêté royal du 22 octobre 1960 portant statut du personnel auxiliaire de l'Administration des postes et l'arrêté royal du 14 février 1961 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public.

+

Le présent projet remplace l'arrêté royal du 18 mars 1953; se pose, dès lors, la question de savoir s'il s'indique d'instituer, pour le seul cas des agents prestant des services militaires, une position qui n'est pas prévue par le statut général qui leur est applicable.

Dans un souci de concordance générale des textes, il paraît nécessaire de rédiger un arrêté qui, comme le projet, a trait à des situations spéciales, en s'en tenant aux catégories juridiques définies par le règlement général constitué par l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

.../...

Dans le projet de texte qui figure à la fin de son avis, le Conseil d'Etat tient compte de cette observation; il prévoit la mise en disponibilité pour les agents effectuant des prestations militaires à la suite d'un engagement ou d'un rengagement contracté en application des lois sur la milice et d'autres lois militaires, et la suspension de service dans les autres cas.

Si le Gouvernement estime que la mise en disponibilité risque, malgré l'article 10 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, de causer certaines difficultés dans le cas où le rengagement militaire a été signé pour un terme très bref par le milicien qui a accepté de servir pendant quelques mois au-delà de son terme de milice, il suffirait de prévoir, dans ce cas, une suspension de service spéciale. Il y aurait lieu d'amender sur ce point le texte proposé par le Conseil d'Etat.

\+ +

Dans l'hypothèse où le Gouvernement penserait devoir maintenir la position de non-activité, il y aurait lieu d'apporter à l'arrêté du 2 octobre 1937 les modifications nécessaires.

\+

.../...

L'article 2, § 1er, s'applique à l'agent de l'Etat accomplissant son terme de service actif... ou des prestations imposées par mesure disciplinaire.

Le projet entend par là le terme de milice lui-même ainsi que les diverses prestations qui complètent éventuellement cette période.

Les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, prévoient non seulement le maintien du milicien sous les armes par mesure disciplinaire (article 71), mais également le maintien sous les armes du milicien qui, le jour où il doit être envoyé en congé illimité, se trouve en traitement dans un hôpital militaire (article 70). Suivant les intentions du Gouvernement, cette dernière hypothèse doit aussi être prévue dans l'article 2, § 1er.

Il en est de même pour les rappels par mesure disciplinaire prévus par les articles 67, 4°, et 76 des lois sur la milice, qui rentrent sous l'appellation générale employée par l'article 2, § 1er, du projet "des prestations imposées par mesure disciplinaire".

+

L'article 2, § 1er, dispose en son alinéa 2 que dans la position de non-activité sans traitement l'agent "conserve ses droits à l'avancement".

Il ne contient pas de disposition relative à l'admissibilité des services effectués à l'armée, pour le calcul du traitement.

.../...

L'arrêté royal du 16 février 1953 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères dispose en son article 16 que sont admissibles les services effectués comme militaire de carrière; il définit, en son article 17, la notion de militaire de carrière. Celle-ci couvre certainement les services effectués comme volontaire de carrière; elle ne couvre, par contre, nullement les périodes effectuées comme milicien.

L'article 101 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, qui prévoyait en son 1° la suspension de service avec conservation du droit à l'avancement, a été abrogé par l'arrêté royal du 18 mars 1953. Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de continuer à considérer les périodes passées à l'armée en qualité de milicien, comme constituant des services admissibles pour le calcul du traitement, il y aurait lieu de compléter l'article 2, § 1er, sur ce point.

+

L'article 2, § 2, dispose que si l'agent accomplit des prestations militaires "pour toutes autres causes que celles qui sont citées au § 1er, il est considéré comme étant en activité de service".

Les mots "pour toutes causes autres que celles qui sont visées au § 1er" ne sont pas parfaitement adéquats; le Gouvernement entend, en effet, appliquer l'article 2, § 2, non seulement aux agents qui effectuent des rappels ordinaires ou d'urgence en application de l'article 67 des lois sur la milice, mais également aux agents qui accomplissent les prestations prévues au § 1er lorsqu'elles sont d'une durée de moins d'un mois du calendrier. Le texte devrait être amendé pour répondre à ces intentions.

+

.../...

Article 3.

L'article 3 du projet dispose :

"Les périodes de prestations militaires sont suspensives du stage pour les agents de l'Etat des deuxième, troisième ou quatrième catégories, ainsi que pour les agents de l'Etat de la première catégorie qui n'ont pas été recrutés conformément à l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie".

Par souci de rendre les textes plus clairs, il est suggéré d'insérer cette disposition dans l'article 2 du projet qui, ainsi, réglera de manière complète la situation des agents de l'Etat soumis au statut de 1937, durant leurs prestations militaires.

Par un raisonnement a contrario, on pourra en déduire que les prestations militaires effectuées par le stagiaire candidat à la première catégorie des agents de l'Etat soumis au statut du 16 février 1961 ne sont pas suspensives de son stage. Toutefois, pour qu'aucun doute ne subsiste à cet égard, il est suggéré de le dire dans l'article 4 qui a trait notamment à ces agents. A cet égard, il faut observer que si l'arrêté royal du 16 février 1961 ne permet, par son article 15, aucune interruption du stage, l'arrêté royal du 6 août 1962 portant des dispositions temporaires dérogeant aux règles établies pour le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie et pour l'organisation de leur stage, permet

.../...

la suspension du stage pour quelque cause que ce soit, du 1er janvier 1962 au 31 décembre 1963. Il y aura, dès lors, lieu de prévoir dans l'article 4 du projet la règle refusant la suspension du stage pour les prestations militaires, sous réserve des dispositions temporaires qui l'autorisent.

\+ +

Tel qu'il est rédigé, l'article 3 ne permet pas la suspension du stage pour les stagiaires candidats à la première catégorie des agents de l'Etat dont il vient d'être question, même durant les périodes de rappels ordinaires ou d'urgence, alors que suivant l'article 4 du projet, ils sont, pendant ces périodes, considérés comme étant en activité de service, à la condition que la durée des prestations soit de moins d'un mois.

Dans l'ignorance où il est des intentions du Gouvernement à ce sujet, le Conseil d'Etat ne propose pas de texte pour répondre à cette observation.

\+ +

Article 4.

L'article 4, § 1er, du projet est rédigé comme suit :

"§ 1er. Les autres agents visés par le présent arrêté sont réputés démissionnaires à l'expiration du sixième mois où, à un titre quelconque, ils accomplissent, dans les forces armées, des prestations volontaires".

.../...

Suivant les intentions du Gouvernement, ce n'est pas le dernier jour du sixième mois où l'agent accomplira des prestations volontaires qu'il sera considéré comme démissionnaire, mais bien le premier jour du septième mois, s'il ne reprend pas son service à l'administration. L'article 4, § 1er, devrait être modifié sur ce point.

+

Il est suggéré de rédiger l'article 4 d'une manière similaire à celle de l'article 2 du projet, afin de mieux faire ressortir les diverses hypothèses possibles.

+

Article 5.

Comme il sera dit sous l'article 6, il paraît nécessaire de rédiger un article spécial concernant les officiers de réserve. Il est suggéré d'y insérer la disposition les concernant, qui figure à l'article 5 du projet.

+ +

Cet article 5 devrait trouver sa place après l'article qui réglera la situation des officiers de réserve.

+

+ +

.../...

Article 6.

L'article 6 du projet est rédigé comme suit :

"L'arrêté royal du 9 juillet 1923 cesse d'être applicable aux agents visés par le présent arrêté.

Toutefois, l'article 7 de l'arrêté royal du 9 juillet 1923, modifié par l'arrêté royal du 18 juin 1924, est applicable à ces agents s'ils effectuent un rappel sous les armes en temps de paix en qualité d'officier de réserve ou de sous-officier candidat officier de réserve".

+

Cet article 6 ne fait que répéter l'article 8 de l'arrêté royal du 18 mars 1953 que le projet abroge.

Cette abrogation n'a pas pour effet de faire revivre l'arrêté royal du 9 juillet 1923 à l'égard des agents dont il est question au projet. En effet, depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 18 mars 1953 cet arrêté de 1923, sous réserve de son article 7, n'est plus applicable aux agents de l'Etat, aux agents temporaires et aux ouvriers temporaires; depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 20 juillet 1962, l'arrêté de 1923 n'est plus applicable non plus aux stagiaires candidats à la première catégorie des agents de l'Etat soumis à l'arrêté royal du 16 février 1961.

L'alinéa 1er de l'article 6 du projet doit donc être omis.

+ +

.../...

L'article 6, alinéa 2, du projet maintient en vigueur l'article 7 de l'arrêté royal du 9 juillet 1923 pour les officiers de réserve effectuant des rappels sous les armes en temps de paix.

Cette disposition n'est plus d'application aux officiers de réserve depuis la loi du 26 mars 1937 créant l'obligation, pour les diverses administrations de l'Etat, des provinces, des communes et des associations de communes, d'accorder des facilités à leurs agents, officiers de réserve, afin de permettre à ceux-ci d'accomplir les prestations imposées par leur situation d'officier de réserve.

Cette loi, en son article unique, prévoit que les administrations en question "doivent accorder à leurs agents, officiers de réserve de l'armée, les congés nécessaires à l'exécution par ceux-ci des prestations militaires prévues tant pour leur instruction que pour leur avancement".

Cette disposition a été reprise telle quelle par l'article 95 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve (on consultera Session 1956-1957, Ch. , Doc. parl. n° 681/1, pp. 33-35 et p. 10).

La loi du 26 mars 1937 règle, ensuite, la question du traitement de l'agent durant ses rappels.

.../...

On peut donc dire que depuis cette loi, l'article 7 de l'arrêté royal du 9 juillet 1923 n'est plus applicable aux officiers de réserve durant leurs rappels prévus pour leur instruction et leur avancement.

\+ +

A côté des rappels, l'officier de réserve peut effectuer certaines prestations prévues par l'article 63 de la loi du 1er mars 1958 . Les prestations qui seront accomplies en vue d'assurer l'exécution des obligations contractées par la Belgique en sa qualité de membre d'organisations internationales sont prévues à l'article 5 du projet (article 63, § 2).

Par contre, aucune disposition ne règle la situation de l'officier de réserve effectuant des prestations communément appelées "de longue durée" et qui sont prévues par l'article 63, § 1er, de la loi du 1er mars 1958.

On pourrait soutenir que si cet officier de réserve est agent de l'Etat au sens de l'arrêté du 2 octobre 1937, il tombera sous l'application de l'article 2 du projet et sera mis, de plein droit, en non-activité; de même, si cet officier de réserve est agent temporaire, ouvrier temporaire ou stagiaire à la première catégorie des agents de l'Etat soumis à l'arrêté royal du 16 février 1961, il tombera sous l'application de l'article 4 du projet, et la période passée à l'armée sera alors considérée comme une suspension de service pendant ses six premiers mois.

.../...

Pour éviter tout doute quant à l'interprétation à donner à ces articles, il s'indiquerait de prévoir le cas de l'officier de réserve d'une manière indépendante et de lui consacrer un article séparé. Le projet de texte tient compte de cette observation.

Si, toutefois, le Gouvernement entendait réserver cette question en même temps que celles qui sont citées à l'article 5 du projet , c'est ce dernier article qui devrait être complété.

\+ +

L'article 15 de l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le stage des candidats à la première catégorie des agents de l'Etat et fixant leur statut pendant cette période, dispose en son alinéa 1er :

"Sous aucun prétexte, les stagiaires ne peuvent interrompre leur période de formation".

La période passée sous les armes n'est pas suspensive du stage; l'arrêté royal du 20 juillet 1962 l'avait déjà prévu en insérant un article 6bis dans l'arrêté royal du 18 mars 1953; le projet le confirme par son article 3 : une telle disposition n'est cependant pas légale dans la mesure où elle a trait aux officiers de réserve; la loi du 26 mars 1937 prévoit , en effet, que durant les périodes de rappels pour l'instruction et l'avancement, ces officiers sont mis en congé.

\+ +

.../...

L'article 6 du projet appelle une dernière observation.

L'article 7 de l'arrêté royal du 9 juillet 1923 a également trait aux sous-officiers candidats officiers de réserve; ils "continuent, en cas de rappel sous les armes en temps de paix, à percevoir le traitement et les indemnités de résidence, de vie chère et familiale s'il y a lieu, afférents à leur fonction civile".

On peut se demander si une telle disposition est bien nécessaire.

En effet, en vertu de l'article 2 du projet, les agents de l'Etat sont considérés pendant ces rappels comme restant en activité de service; en vertu de l'article 4 du projet, les autres agents sont également considérés, pendant ces périodes de rappel, comme étant en activité de service, à la condition que leur absence ne dure pas plus d'un mois.

Il semble que l'on puisse donc considérer que les nouvelles dispositions du projet rendent sans effet, à l'égard des sous-officiers candidats officiers de réserve, l'article 7 de l'arrêté de 1923.

Il est toutefois suggéré de compléter l'article 4 du projet, afin de prévoir l'hypothèse où les agents dont il est question dans cet article effectueraient des rappels de plus d'un mois. Le projet du texte proposé par le Conseil d'Etat pour l'article 2, 2°, tient compte de cette observation.

\+

\+ \+

Le projet de texte proposé ci-après tient compte de ces diverses observations.

.../...

ARRETE ROYAL FIXANT LA POSITION ADMINISTRATIVE DE CERTAINS AGENTS DES ADMINISTRATIONS DE L'ETAT, QUI ACCOMPLISSENT DES PRESTATIONS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX.

---

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Considérant qu'il s'indique d'adapter, à l'évolution qu'a subie la législation militaire, la réglementation applicable à certains agents des administrations de l'Etat qui accomplissent des prestations militaires en temps de paix ;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le présent article est applicable aux agents soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Pendant la durée de leurs prestations militaires, la position administrative de ces agents est réglée de la manière suivante :

.../...

1° sont considérés comme période de suspension de service sans traitement, les mois entiers du calendrier durant lesquels l'agent effectue son terme de service actif éventuellement prolongé par application des lois sur la milice, ainsi que des rappels disciplinaires;

2° l'agent est placé en disponibilité sans traitement pendant les mois entiers du calendrier durant lesquels il accomplit, à un titre quelconque, des prestations volontaires dans les forces armées;

3° pendant la période de suspension et la période de mise en disponibilité prévues aux 1° et 2°, l'agent conserve ses droits à l'avancement de grade et de traitement;

4° l'agent est considéré comme en activité de service lorsqu'il accomplit des rappels ordinaires ou d'urgence; il en est de même durant les périodes de prestations militaires prévues aux 1° et 2°, lorsqu'elles sont d'une durée de moins d'un mois du calendrier;

.../...

5° durant les périodes de prestations militaires dont il est question au présent article, le stage effectué par les agents de l'Etat est suspendu.

Article 2.-

Le présent article est applicable ;

1° aux agents temporaires soumis à l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires;

2° aux ouvriers temporaires soumis à l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire;

3° aux stagiaires, candidats à la première catégorie des agents de l'Etat, soumis à l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le stage des candidats à la première catégorie des agents de l'Etat et fixant leur statut pendant cette période.

.../...

Pendant la durée de leurs prestations militaires, la position administrative de ces agents est réglée de la manière suivante :

1° sont considérés comme suspension de service sans traitement, les mois entiers du calendrier durant lesquels l'agent effectue des prestations militaires quelles qu'elles soient; durant ces suspensions, l'agent conserve ses droits à l'avancement de traitement;

2° l'agent reste en activité de service lorsque ces prestations militaires sont d'une durée de moins d'un mois du calendrier; le sous-officier candidat officier de réserve qui effectue des rappels en temps de paix reste en activité de service, même si ces périodes sont de plus d'un mois;

3° durant les périodes de prestations militaires dont il est question aux 1° et 2°, le stage effectué par les stagiaires candidats à la première catégorie des agents de l'Etat soumis à l'arrêté royal du 16 février 1961 n'est pas suspendu, sous réserve toutefois des dispositions temporaires qui sont ou pourraient être prises à cet égard;

4° les agents sont réputés démissionnaires le premier jour du septième mois où, à un titre quelconque, ils accomplissent, dans les forces armées, des prestations volontaires.

.../...

Article 3.-

Pendant la durée de leurs prestations militaires, la position administrative des agents dont il est question aux articles 1er et 2, qui sont officiers de réserve, est réglée de la manière suivante :

1° les périodes de rappels prévus tant pour leur instruction que pour leur avancement pendant lesquelles, en vertu de lois spéciales, ils sont en congé avec traitement, sont suspensives de tout stage que les agents effectueraient;

2° les agents officiers de réserve qui ont été autorisés à servir dans une formation des forces armées en application de l'article 63, § 1er, de la loi du 1er mars 1958 sont placés dans la position prévue par les articles 1er et 2 pour les agents qui, à un titre quelconque, effectuent des prestations volontaires;

3° des dispositions particulières, arrêtées par Nous, règlent la situation des agents, officiers de réserve, qui sont autorisés, en application de l'article 63, § 2, de la loi du 1er mars 1958, à servir, en temps de paix, en vue d'assurer l'exécution des obligations contractées par la Belgique en sa qualité de membre d'organisations internationes.

Article 4.-

Des dispositions particulières, arrêtées par Nous, règlent la situation des agents visés par le présent arrêté qui accomplissent des prestations militaires en cas de mobilisation des forces armées.

.../...

Article 5.-

L'arrêté royal du 18 mars 1953 déterminant la position administrative des agents appelés à remplir des obligations de milice en temps de paix, modifié par les arrêtés royaux des 1er février 1954 et 20 juillet 1962, est abrogé.

L'article 7 de l'arrêté royal du 9 juillet 1923 fixant la situation pécuniaire, au titre civil, des agents de l'Etat appelés au service militaire, en qualité de milicien, rappelés sous les drapeaux en la même qualité ou en qualité d'officier de réserve, modifié par l'arrêté royal du 18 juin 1924, cesse d'être applicable aux agents soumis au présent arrêté.

Article 6.-

... (texte de l'article 8 du projet) ...

Article 7.-

... (texte de l'article 9 du projet) ...

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur et
de la Fonction publique,

Het ontwerp bepaalt de administratieve toestand van sommige ambtenaren uit de Rijksbesturen, die in vredestijd militaire prestaties verrichten.

+

Rechtsgrond voor het ontwerp is artikel 66, tweede lid, van de Grondwet. Het lijkt onnodig, in de aanhef te verwijzen naar verordeningsbepalingen waarin het ontwerp geen wijziging aanbrengt (koninklijk besluit van 9 juli 1923, koninklijk besluit van 2 oktober 1937, besluit van de Regent van 30 april 1947, besluit van de Regent van 10 april 1948 en koninklijk besluit van 16 februari 1961). Evenmin hoeft het door het ontwerp-besluit op te heffen koninklijk besluit van 18 maart 1953 in de aanhef te worden vermeld.

+ +

Artikel 1.

Artikel 1 van het ontwerp noemt de categorieën van ambtenaren uit de Rijksbesturen waarop het van toepassing is.

Het is niet geheel duidelijk wat het nut van zulk een bepaling is, want het ontwerp bevat slechts negen artikelen waarvan er vier niet rechtstreeks betrekking hebben op de in artikel 1 bedoelde ambtenaren.

.../...

Het ware duidelijker in de tekst zelf van de artikelen 2 en 4 de categorieën van ambtenaren te vermelden waarop elk van die bepalingen toepassing vindt.

Die oplossing is ook gevolgd in de voorgestelde tekst .

+

\+ +

Artikel 2.

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt :

"§ 1. Het lid van het Rijkspersoneel is van rechtswege in non-activiteit zonder wedde gedurende de volle kalendermaanden tijdens welke hij, om het even uit welken hoofde, in de krijgsmacht zijn actieve diensttijd volbrengt, vrijwillige prestaties of bij tuchtmaatregel opgelegde prestaties verricht.

In deze toestand behoudt hij zijn rechten op bevordering.

§ 2. Indien hij militaire prestaties volbrengt om het even om welke andere redenen dan deze bedoeld in § 1 wordt hij beschouwd in actieve dienst te zijn".

Bij deze bepaling zijn verscheidene opmerkingen te maken.

.../...

Dat artikel, dat volgens de bedoeling van de Regering alleen toepassing vindt op Rijksambtenaren die onder het statuut van 2 oktober 1937 staan, plaatst de ambtenaren in bepaalde gevallen op "non-activiteit zonder wedde".

Die toestand is niet geregeld in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937. In zijn titel XIII bepaalt dit koninklijk besluit twee wijzen waarop het ambt onderbroken wordt : de dienstschorsing en de terbeschikkingstelling :

1° Over de dienstschorsing handelt artikel 101, waarvan de oorspronkelijke tekst bepaalde :

"Worden als dienstschorsing met behoud van het recht op bevordering beschouwd :

1° de wettelijke periodes van oproeping of van wederoproeping onder de wapens;

2° de afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid, mits zij niet meer bedraagt dan ...;

3° de duur van syndicale opdrachten, waartoe behoorlijk verlof is verleend;

4° de preventieve schorsing, welke niet in disciplinaire straf wordt omgezet".

.../...

Genoemd artikel 101 bestaat nog steeds met uitzondering van 1°,dat is opgeheven bij het koninklijk besluit van 18 maart 1953, hetwelk het ontwerp vervangt.

2° Over de terbeschikkingstelling handelt artikel 103, dat onder meer bepaalt :

"De Rijksambtenaren kunnen onder de door Ons gestelde voorwaarden , zonder opzegging ter beschikking worden gesteld :

1° ...
2° ...
3° ...
4° ...
5° wegens vervulling van verplichtingen voortspruitend uit een militaire verbintenis ;
6° ... ".

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel heeft juist dezelfde tekst als artikel 103 van het statuut.

Het koninklijk besluit van 18 maart 1953 echter, hetwelk het ontwerp vervangt, heeft artikel 27 van dat koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de administratieve toestand van de ambtenaar ter beschikking gesteld om verplichtingen voortspruitend uit een

.../...

militaire verbintenis te vervullen, opgeheven ; daarentegen heeft dat koninklijk besluit van 18 maart 1953 artikel 10 van het besluit van 30 maart 1939 gehandhaafd, volgens welk artikel bedoelde ambtenaar, wanneer hij zijn periode van terbeschikkingstelling heeft beëindigd, in afwachting van een betrekking recht heeft op de volle wedde welke hij ontvangen zou hebben indien hij in werkelijke dienst was gebleven.

Al kent het statuut van het Rijkspersoneel van 1937 de toestand van non-activiteit niet, toch moet worden opgemerkt dat die toestand in bepaalde speciale gevallen ingesteld is, onder meer door het koninklijk besluit van 6 maart 1951 betreffende de tuchtstraffen en het ontslag van ambtswege tegen de leden van het Rijkspersoneel uitgesproken wegens hun gedragingen tijdens de vijandelijke bezetting en door het koninklijk besluit van 18 maart 1953, dat door het ontwerp wordt vervangen.

De toestand van non-activiteit kennen ook een aantal recente besluiten tot vaststelling van de statuten van ambtenaren die niet aan het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 zijn onderworpen, met name het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 houdende statuut van de hulpkrachten bij het bestuur der posterijen, en het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

+

.../...

Het onderhavige ontwerp vervangt het koninklijk besluit van 18 maart 1953 ; derhalve rijst de vraag, of voor dit ene geval van ambtenaren die militaire diensten vervullen, een toestand moet worden ingevoerd, welke het op hen toepasselijke algemeen statuut niet kent.

Ter wille van de algemene overeenstemming van de teksten, lijkt het noodzakelijk een besluit op te maken dat, zoals het ontwerp, betrekking heeft op bijzondere toestanden , en dit volgens de juridische categorieën welke door de algemene verordening, die het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 is, zijn omschreven.

In de voorgestelde tekst, achteraan in dit advies, houdt de Raad van State met deze opmerking rekening. Hij voorziet in de terbeschikkingstelling van ambtenaren, die militaire prestaties verrichten als gevolg van een dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis, aangegaan krachtens de dienstplichtwetten en andere militaire wetten, en in de dienstschorsing in de overige gevallen.

Is de Regering van oordeel dat de ter beschikkingstelling, ondanks artikel 10 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, moeilijkheden kan opleveren ingeval de nieuwe dienstverbintenis voor een zeer korte termijn is ondertekend door de dienstplichtige, die heeft aanvaard gedurende enkele maanden na zijn dienstplichttermijn te dienen, dan kan worden volstaan met een bijzondere dienstschorsing. In dat geval moet de door de Raad van State voorgestelde tekst, wat dat punt betreft, worden geamendeerd.

\+ + .../...

Meent de Regering, de non-activiteit te moeten handhaven, dan zouden in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 de nodige wijzigingen moeten worden aangebracht.

+

Artikel 2, § 1, is van toepassing op de Rijksambtenaar die zijn "actieve diensttijd volbrengt ... of bij tuchtmaatregel opgelegde prestaties verricht".

Hiermede doelt het ontwerp op de diensttijd zelf en op de verscheidene prestaties die hem kunnen aanvullen.

De op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten bepalen niet alleen dat de dienstplichtige bij wege van tuchtmaatregel onder de wapenen kan worden gehouden (artikel 71 ),maar ook dat de dienstplichtige die in een militair hospitaal in behandeling is de dag dat hij met onbepaald verlof moet worden gezonden, onder de wapenen kan worden gehouden (artikel 70). Volgens de bedoeling van de Regering moet ook dit laatste geval behandeld worden in artikel 2, § 1.

Hetzelfde geldt voor de wederoproepingen bij tuchtmaatregel bedoeld in de artikelen 67, 4°, en 76 van de dienstplichtwetten, die onder de in artikel 2, § 1, van het ontwerp gebruikte algemene benaming "bij tuchtmaatregel opgelegde prestaties" vallen.

+

.../...

Artikel 2, § 1, tweede lid, bepaalt dat de ambtenaar die op non-activiteit zonder wedde is "zijn rechten op bevordering behoudt".

Het bevat geen bepaling betreffende de in aanmerkingneming van bij het leger verrichte diensten, voor de weddeberekening.

Het koninklijk besluit van 16 februari 1953 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries bepaalt in artikel 16, dat in aanmerking komen de diensten verricht als beroepsmilitair ; artikel 17 van dat besluit geeft een omschrijving van het begrip beroepsmilitair. Dat begrip dekt stellig de als beroepsvrijwilliger verrichte diensten,maar daarentegen niet de prestaties verricht als dienstplichtige.

Artikel 101 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937,dat onder 1° voorzag in dienstschorsing met behoud van het recht op bevordering, is opgeheven door het koninklijk besluit van 18 maart 1953. Aangezien het in de bedoeling van de Regering ligt, de als dienstplichtige bij het leger doorgebrachte periodes te blijven beschouwen als voor de weddeberekening in aanmerking komende diensten, moet artikel 2, § 1, wat dat betreft, worden aangevuld.

+

.../...

Artikel 2, § 2, bepaalt dat de ambtenaar, indien hij militaire prestaties volbrengt "om het even om welke andere redenen dan deze bedoeld in § 1, wordt beschouwd als in actieve dienst te zijn".

De woorden "om het even om welke andere redenen dan deze bedoeld in § 1" zijn niet volkomen dienstig ; de Regering wil immers artikel 2, § 2, niet alleen toepassen op ambtenaren die gewone of spoedwederoproepingen verrichten op grond van artikel 67 van de dienstplichtwetten, maar ook op ambtenaren die de in § 1 bepaalde prestaties verrichten wanneer zij minder dan een kalendermaand duren. Om deze bedoeling tot uiting te brengen, dient de tekst te worden geamendeerd.

\+

\+ +

Artikel 3.

Artikel 3 van het ontwerp bepaalt :

"De perioden van militaire prestaties schorsen de proeftijd voor de leden van het Rijkspersoneel van de tweede, derde of vierde categorie, alsmede voor de leden van het Rijkspersoneel van de eerste categorie die niet werden aangeworven overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 februari 1961 houdende inrichting van de werving van het Rijkspersoneel van de eerste categorie".

.../...

Voor de overzichtelijkheid, wordt voorgesteld die bepaling in te voegen in artikel 2 van het ontwerp, dat dan een volledige regeling zal bevatten van de toestand van de onder het statuut van 1937 staande Rijksambtenaren tijdens hun militaire prestaties.

A contrario zal daaruit kunnen worden afgeleid, dat de militaire prestaties van de stagiair-kandidaat tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel, die onderworpen is aan het statuut van 16 februari 1961, zijn proeftijd niet schorsen. Opdat echter daarover geen twijfel blijft bestaan, wordt voorgesteld het te zeggen in artikel 4, dat onder meer op die ambtenaren betrekking heeft. In dat opzicht moge worden opgemerkt, dat artikel 15 van het koninklijk besluit van 16 februari 1961 weliswaar geen onderbreking van de proeftijd toestaat, maar dat, krachtens het koninklijk besluit van 6 augustus 1962 houdende tijdelijke bepalingen die afwijken van de regelen vastgesteld voor de aanwerving van Rijksambtenaren van de eerste categorie en voor de inrichting van de pr tijd, de proeftijd om welke reden ook kan worden geschorst van 1 januari 1962 tot 31 december 1963. Derhalve moet in artikel 4 van het ontwerp de regel worden gesteld waarbij schorsing van de proeftijd wegens militaire prestaties wordt geweigerd onder voorbehoud van de tijdelijke bepalingen die de schorsing toestaan.

\+ +

.../...

Zoals artikel 3 in het ontwerp is gesteld, kan voor deze stagiairs-kandidaten tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel de proeftijd niet worden geschorst, zelfs niet gedurende de gewone of spoedwederoproepingen, terwijl zij volgens artikel 4 van het ontwerp gedurende die periodes worden geacht in werkelijke dienst te zijn, op voorwaarde dat de duur van die prestaties minder is dan een maand.

De Raad van State kent hieromtrent de bedoelingen van de Regering niet en stelt daarom geen nieuwe tekst voor.

\+ +

Artikel 4.

Artikel 4, § 1, van het ontwerp bepaalt :

"§ 1. De overige in dit besluit bedoelde personeelsleden worden geacht ontslag te hebben gegeven bij het verstrijken van de zesde maand waarin zij uit welken hoofde ook in de krijgsmacht vrijwillige prestatie volbrengen".

Volgens de bedoeling van de Regering, zal de ambtenaar niet worden geacht ontslag te nemen de laatste dag van de zesde maand van zijn vrijwillige prestaties, maar wel de eerste dag van de zevende maand, indien hij zijn dienst bij het bestuur niet hervat. Artikel 4, § 1, moet in dat opzicht worden gewijzigd.

\+

.../...

Voorgesteld wordt, artikel 4 te redigeren naar het voorbeeld van artikel 2 van het ontwerp ten einde de verschillende mogelijkheden beter te doen uitkomen.

\+

\+ +

Artikel 5.

Zoals naar aanleiding van artikel 6 zal worden gezegd, lijkt een bijzonder artikel betreffende de reserveofficieren nodig. Voorgesteld wordt, de bepaling van artikel 5 van het ontwerp ,die op hen betrekking heeft, in dat artikel in te voegen.

\+ +

Dat artikel 5 zou moeten komen na het artikel dat de toestand van de reserveofficieren regelt.

\+

\+ +

Artikel 6.

Artikel 6 van het ontwerp bepaalt :

"Het koninklijk besluit van 9 juli 1923 houdt op van toepassing te zijn op de in dit besluit bedoelde personeelsleden.

.../ ...

Artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 juli 1923, gewijzigd door het koninklijk besluit van 18 juni 1924, is echter wel van toepassing op deze personeelsleden indien zij als reserveofficier of als onderofficier kandidaat reserveofficier gevolg geven aan een wederoproeping onder de wapens in vredestijd".

+

Artikel 6 is slechts een herhaling van artikel 8 van het koninklijk besluit van 18 maart 1953, dat door het ontwerp wordt opgeheven.

Die opheffing heeft niet tot gevolg dat het koninklijk besluit van 9 juli 1923 opnieuw van kracht wordt voor de in het ontwerp bedoelde ambtenaren. Sedert de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 18 maart 1953 is dat besluit van 1923, behalve artikel 7, immers niet meer van toepassing op Rijksambtenaren, tijdelijke ambtenaren en tijdelijke werklieden. Sedert de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 20 juli 1962, is het besluit van 1923 ook niet meer van toepassing op de stagiairs-kandidaten tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel die onderworpen zijn aan het koninklijk besluit van 16 februari 1961.

Het eerste lid van artikel 6 moet dus vervallen.

+ +

.../...

Artikel 6, tweede lid, van het ontwerp handhaaft artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 juli 1923 voor de reserveofficieren "die gevolg geven aan een wederoproeping onder de wapens in vredestijd".

Die bepaling is op reserveofficieren niet meer van toepassing sedert de wet van 26 maart 1937 waarbij de onderscheidene besturen van de Staat, van de provinciën, gemeenten en verenigingen van gemeenten verplicht worden aan hun beambten die reserveofficier zijn, faciliteiten toe te staan om hun de gelegenheid te geven de prestaties te volbrengen welke hun, als reserveofficier, worden opgelegd.

Het enig artikel van die wet bepaalt, dat genoemde besturen "aan hun beambten die reserveofficier van 't leger zijn, de nodige verlofdagen moeten toestaan opdat zij de militaire prestaties kunnen volbrengen, welke hun zowel voor opleiding als voor bevordering worden opgelegd".

Die bepaling is ongewijzigd overgenomen in artikel 95 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren (men raadplege zitting 1956-1957, gedr. st., Kamer, nr 681/1, blz. 33-35 en blz. 10).

De wet van 26 maart 1937 regelt vervolgens de kwestie van de wedde van de ambtenaar gedurende zijn wederoproepingen.

.../...

Men mag dus zeggen dat sedert die wet, artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 juli 1923 niet meer op reserveofficieren van toepassing is gedurende hun wederoproepingen voor hun opleiding en bevordering.

\+ +

Buiten de wederoproepingen, kan een reserveofficier sommige prestaties verrichten als bedoeld in artikel 63 van de wet van 1 maart 1958. De prestaties die verricht worden ter uitvoering van de verplichtingen die België als lid van internationale organisaties heeft aangegaan, zijn bepaald in artikel 5 van het ontwerp (artikel 63, § 2).

Daarentegen regelt geen bepaling de toestand van een reserveofficier die prestaties verricht welke gewoonlijk "prestaties van lange duur" worden genoemd, en die bepaald zijn in artikel 63, § 1, van de wet van 1 maart 1958.

Men zou kunnen beweren dat die reserveofficier, als hij Rijksambtenaar is in de zin van het besluit van 2 oktober 1937, onder toepassing van artikel 2 van het ontwerp zal vallen en van rechtswege op non-activiteit zal worden gesteld. Is die reserveofficier tijdelijk ambtenaar, tijdelijk werkman of stagiair-kandidaat tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel en in die laatste hoedanigheid onderworpen aan het koninklijk

.../...

besluit van 16 februari 1961, dan zal hij onder toepassing van artikel 4 van het ontwerp vallen en zal de in het leger doorgebrachte periode beschouwd worden als een dienstschorsing gedurende de eerste zes maanden.

Om iedere twijfel over de interpretatie van die artikelen te voorkomen, zou het aanbeveling verdienen het geval van de reserveofficier, los van de andere gevallen, in een afzonderlijk artikel te regelen. De voorgestelde tekst houdt hiermede rekening.

Mocht de Regering die kwestie echter willen regelen samen met die van artikel 5 van het ontwerp, dan moet dit laatste artikel worden aangevuld.

\+ +

Artikel 15, eerste lid, van het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de proeftijd voor de kandidaten tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel en houdende hun statuut voor die periode bepaalt :

"Onder geen voorwendsel mogen stagiairs hun opleidingsperiode onderbreken".

De periode gedurende welke de kandidaat onder de wapens is, schorst de proeftijd niet : het koninklijk besluit van 20 juli 1962 had dit reeds bepaald toen het een artikel 6bis invoegde in het koninklijk besluit van 18 maart 1953 ; het ontwerp bevestigt het in artikel 3 :

.../...

een zodanige bepaling is echter niet wettig in zover zij reserveofficieren betreft ; de wet van 26 maart 1937 bepaalt immers dat die officieren gedurende hun wederoproepingen voor opleiding en bevordering, met verlof moeten worden gezonden.

\+ +

Bij artikel 6 van het ontwerp is een laatste opmerking te maken .

Artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 juli 1923 heeft ook betrekking op onderofficieren kandidaat-reserveofficieren ; zij "blijven, in geval van wederoproeping in vredestijd, wedde, duurtetoeslag, standplaatsen, gebeurlijk, gezinstoelagen in verband met hun burgerlijk ambt trekken".

Men kan zich afvragen of een dergelijke bepaling wel nodig is.

Krachtens artikel 2 van het ontwerp worden de Rijksambtenaren immers gedurende die wederoproepingen geacht in actieve dienst te blijven ; krachtens artikel 4 van het ontwerp , worden ook de andere ambtenaren, gedurende die wederoproepingen, geacht in werkelijke dienst te zijn op voorwaarde dat zij niet langer dan één maand afwezig zijn.

.../...

Men schijnt dus te mogen aannemen, dat de nieuwe bepalingen van het ontwerp artikel 7 van het besluit van 1923 onwerkzaam maken ten aanzien van onderofficieren-kandidaat reserve-officieren.

Om te voorzien in het geval dat de in artikel 4 van het ontwerp bedoelde ambtenaren wederoproepingen van meer dan één maand zouden moeten vervullen, wordt nochtans voorgesteld at artikel van het ontwerp aan te vullen.

De tekst welke de Raad van State voor artikel 2, 2°, voorstelt, houdt met die opmerking rekening.

\+

\+ \+

In de hierna voorgestelde tekst is met al die opmerkingen rekening gehouden.

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE ADMINISTRATIEVE TOESTAND VAN SOMMIGE AMBTENAREN VAN DE RIJKSBESTUREN, DIE IN VREDESTIJD MILITAIRE PRESTATIES VERRICHTEN.

---

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Overwegende dat de reglementering, toepasselijk op sommige ambtenaren van de Rijksbesturen die in vredestijd militaire prestaties verrichten, moet worden aangepast aan de evolutie welke de militaire wetgeving heeft ondergaan ;

.../

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Dit artikel is van toepassing op de ambtenaren die onder het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel vallen.

Gedurende hun militaire prestaties is de administratieve toestand van die ambtenaren geregeld als volgt :

1° als periode van dienstschorsing zonder wedde worden beschouwd de volle kalendermaanden waarin de ambtenaar zijn werkelijke diensttermijn volbrengt, eventueel verlengd op grond van de dienstplichtwetten en van wederoproeping bij tuchtmaatregel ;

2° de ambtenaar wordt ter beschikking gesteld zonder wedde gedurende de volle kalendermaanden dat hij, in enige hoedanigheid, vrijwillige prestaties bij de krijgsmacht verricht ;

.../...

3° gedurende de periode van schorsing en de periode van terbeschikkingstelling, bedoeld onder 1° en 2°, behoudt de ambtenaar zijn rechten op bevordering tot een hogere graad en wedde;

4° de ambtenaar wordt geacht in werkelijke dienst te zijn, wanneer hij gewone of spoedwederoproepingen volbrengt; hetzelfde geldt voor de periodes van militaire prestaties bedoeld onder 1° en 2°, wanneer zij minder dan één kalendermaand duren;

5° gedurende de in dit artikel bedoelde periodes van militaire prestaties wordt de door Rijksambtenaren verrichte proeftijd geschorst.

Artikel 2.-

Dit artikel is van toepassing :

1° op het tijdelijk personeel dat onder het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende statuut van het tijdelijk personeel valt;

2° op de tijdelijke werklieden die onder het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel vallen;

.../...

3° op de stagiairs die kandidaat voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel zijn en vallen onder het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de proeftijd voor de kandidaten tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel en houdende hun statuut voor die periode.

Gedurende hun militaire prestaties is de administratieve toestand van die ambtenaren geregeld als volgt ;

1° als dienstschorsing zonder wedde worden beschouwd de volle kalendermaanden waarin de ambtenaar enigerlei militaire prestatie verricht ; gedurende die schorsingen behoudt hij zijn rechten op bevordering tot een hogere wedde ;

2° de ambtenaar blijft in werkelijke dienst wanneer die militaire prestaties minder dan één kalendermaand duren ; de onderofficier kandidaat-reserveofficier die in vredestijd wederoproepingen volbrengt, blijft in werkelijke dienst, zelfs indien die periodes langer dan een maand duren ;

3° gedurende de onder 1° en 2° bedoelde periodes van militaire prestaties wordt de proeftijd, verricht door de stagiairs die kandidaat voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel zijn en onder het koninklijk besluit van 16 februari 1961 vallen, niet geschorst, onder voorbehoud echter van de tijdelijke bepalingen die in dat opzicht worden of mochten worden vastgesteld ;

.../...

4° de ambtenaren worden geacht ontslag te nemen de eerste van de zevende maand waarin zij, in enige hoedanigheid, vrijwillige prestaties bij de krijgsmacht verrichten.

Artikel 3.-

Gedurende hun militaire prestaties is de in de artikelen 1 en 2 bedoelde administratieve toestand van de ambtenaren die reserveofficier zijn, geregeld als volgt :

1° de wederoproepingen zowel voor hun opleiding als voor hun bevordering, gedurende welke zij krachtens bijzondere wetten met verlof zonder wedde zijn, schorsen iedere proeftijd welke de ambtenaren mochten verrichten;

2° ambtenaren die reserveofficier zijn en krachtens artikel 63, § 1, van de wet van 1 maart 1958 gemachtigd zijn in een formatie van de krijgsmacht te dienen, worden geplaatst in de stand, bepaald in de artikelen 1 en 2 voor ambtenaren die, in enige hoedanigheid, vrijwillige prestaties verrichten ;

3° door Ons vast te stellen bijzondere bepalingen regelen de toestand van de ambtenaren die reserveofficier zijn en krachtens artikel 63, § 2, van de wet van 1 maart 1958 gemachtigd zijn in vredestijd te dienen ter uitvoering van de verplichtingen die België als lid van internationale organisaties heeft aangegaan.

.../...

Artikel 4.-

Door Ons vast te stellen bijzondere bepalingen regelen de toestand van de in dit besluit bedoelde ambtenaren die militaire prestaties verrichten ingeval de krijgsmacht gemobiliseerd is.

Artikel 5.-

Het koninklijk besluit van 18 maart 1953 tot vaststelling van de administratieve toestand der personeelsleden die opgeroepen worden om militaire verplichtingen in vredestijd te vervullen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 februari 1954 en 20 juli 1962, wordt opgeheven.

Artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 juli 1923 houdende vaststelling van de geldelijke toestand, ten burgerlijken titel, der Staatsagenten als miliciens tot de krijgsdienst opgeroepen, of in dezelfde hoedanigheid of in die van reserveofficier onder de wapens teruggeroepen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 juni 1924, houdt op van toepassing te zijn op de onder dit besluit vallende ambtenaren.

.../...

Artikel 6.-

Dit besluit treedt in werking de eerste van de maand volgend op de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 7.-

... (tekst van artikel 9 van het ontwerp) ...

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
J. LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.